

XXXIII UNIVERSITAT D'ESTIU D'ANDORRA
DEL 29 D'AGOST A L'1 DE SETEMBRE DEL 2016

Sessió del 29 d'agost del 2016

**LES FINANCEMENTS INNOVANTS, NOUVELLES
ARMES POUR LA LUTTE CONTRE
L'EXTRÊME PAUVRETÉ**

Philippe Douste-Blazy

Metge, president d'Unitaid, secretari general adjunt per als finançaments innovadors
per al desenvolupament, ONU.

Médico, presidente de Unitaid, secretario general adjunto para la financiación innovadora
para el desarrollo, ONU.

Médecin, président d'Unitaid, secrétaire général adjoint chargé des financements innovants
pour le développement, ONU

Per citar aquest article / Para citar este artículo / Pour citer cet article :

DOUSTE-BLAZY, Philippe. « Les financements innovants, nouvelles armes pour la lutte contre l'extrême pauvreté » [en línia], a: Universitat d'Estiu d'Andorra (33a : 29 d'agost - 1 set., 2016 : Andorra la Vella). *Transformar el nostre món, l'agenda 2030 per al desenvolupament sostenible = Transformar nuestro mundo, la agenda 2030 para el desarrollo sostenible = Transformer notre monde, l'agenda 2030 pour le développement durable*. Andorra: Govern d'Andorra. Ministeri d'Educació i Ensenyament Superior. Universitat d'Estiu d'Andorra, 2018, p. 32-47 (978-99920-0-856-0) <<http://www.universitatestiu.ad/UEA2016>>

Les financements innovants, nouvelles armes pour la lutte contre l'extrême pauvreté

Monsieur le chef du gouvernement, permettez-moi de m'adresser à vous en premier. Je voudrais vous dire que vous avez un gouvernement qui, de l'avis de tous, fait un très bon travail. Je voudrais de même saluer le Ministre des Affaires étrangères qui est excessivement assidu à l'ONU, le Ministre de l'Éducation et l'Enseignement supérieur ainsi que le Ministre de la Santé qui paraît-il est un très grand pharmacien. Je vous remercie de votre invitation.

Je connais l'université d'été, née en 1982, et je sais qu'à cette occasion-là des français étaient impliqués : Paul Orliac et Philippe Wolff. Je suis heureux d'être ici aussi comme voisin, né à Lourdes dans les Pyrénées et qui a été aussi maire de Toulouse.

Je vais parler de ce qui est, pour moi, un des deux grands sujets au monde sur le plan international et dont on n'entend pas parler suffisamment. Certes, on entend parler du changement climatique, la COP21 a été un succès. Mais regardons aujourd'hui combien de pays européens ont signé définitivement l'accord. Même pour ce changement climatique qui pourtant touche tout le monde, nous avons des difficultés à nous faire entendre. Le sujet est celui de l'extrême pauvreté et de l'injustice dans le monde.

Je n'étais pas obligatoirement programmé pour m'intéresser à ces sujets. Après avoir été cardiologue à Toulouse, j'étais parti pour faire une carrière nationale et j'espérais aller le plus loin possible, puis les hasards de la vie ont fait que je n'ai pas été repris au gouvernement. J'avais trois solutions : continuer coûte que coûte à faire de la politique – j'avais la possibilité d'avoir une circonscription à Toulouse ou à Paris –, faire du privé, ou alors changer complètement de vie et dédier ma vie à la lutte contre l'extrême pauvreté.

C'est ce que j'ai fait et je dois dire que je dois en parler avec beaucoup d'humilité parce que, autant lorsque l'on est dans la vie politique nationale d'un pays comme la France, on intéresse absolument tout le monde dès l'instant où vous dites quelque chose sur vos ennemis ; autant si vous essayez de changer le monde, de lutter contre l'extrême pauvreté, vous le faites dans une sorte de désert médiatique. En définitive, ceci m'a fait beaucoup de bien.

Il y a douze ans, je disais à toute mon équipe : je veux faire une conférence de presse tous les deux jours ou presque, peu importait ce que j'allais y dire,

l'important était d'être à la télévision. Aujourd'hui c'est le contraire, je fais des choses, je vais en parler, et elles ne sont pas suffisamment médiatisées.

Or, la lutte contre l'extrême pauvreté est probablement le plus grand sujet au monde. Pourquoi ? D'abord pour les chiffres, vous en avez parlé, monsieur, dans votre magnifique discours, un texte parfaitement calibré dans les mots, écrits, pensés, réfléchis (s'adressant au modérateur).

C'est 800 millions de personnes qui gagnent moins d'un dollar par jour. Et ce sont 2,5 milliards d'êtres humains qui gagnent moins de 2,5 dollars par jour. Cela veut dire qu'il n'y a pas de biens publics mondiaux, pas de nourriture pour ceux qui sont à moins d'un dollar, pas d'eau potable, pas d'éducation, pas de santé, pas d'assainissement. C'est un sujet majeur. Je sais qu'on a fait des efforts et des progrès extraordinaires mais il ne reste pas moins vrai que ces chiffres sont effrayants.

La deuxième raison pour laquelle ceci est un sujet politique est un fait méconnu, un homme que j'admire profondément l'a mise en relief. Il s'appelle Anthony Lake, et il est aujourd'hui directeur général de l'UNICEF. Il a travaillé dans l'administration Clinton et il a été choisi par Barack Obama pour diriger l'UNICEF.

Cet homme a montré que lorsqu'on donne de l'argent aux plus pauvres, y compris ceux qui sont à moins d'un dollar, ceux qui prennent tout sont ceux qui sont entre 0,5 et 1 dollar. Ceux qui sont entre 0 et 0,5 n'ont rien. Or ceci, on ne le savait pas. Et c'est pour cela qu'on a cette difficulté extrême dans beaucoup de pays au monde à sortir véritablement les gens de l'extrême pauvreté. Il y a un aspect animal dans l'Homme, et celui qui a 0,5 prend tout par rapport à celui qui a 0 ou 0,5. Mais il y a pire, on s'est aperçu que l'aide publique au développement que nous donnons tous, on l'a petit à petit dérivée vers les pays, certes en développement, mais placés quand même en haut du panier par rapport à d'autres.

Par exemple, les pays d'Afrique subsaharienne, ont eu une aide publique au développement qui a baissé de 13 % dans les dernières années. Ce sont donc des sujets importants pour lesquels il faut aller plus loin dans les chiffres et dans les mécanismes.

Troisième élément majeur, c'est que – et vous l'avez abordé dans votre texte – nous sommes devant un problème politique très important. C'est pour

cela que vraiment je vous remercie énormément de nous inviter pour parler de ce sujet à cette université d'été. Or, le monde journalistique ne s'y intéresse absolument pas, pourquoi ? Parce que nous sommes dans une dictature de l'immédiateté de l'information. Et donc dès l'instant où le sujet sort à 11h du matin, il faut qu'il soit de toute façon réglé pour le 20 h de TF1 ou de France Télévision. Et quand j'étais ministre, c'était ça : c'était le monde de 15 h ou qui sortait à 13 h 30, et le 20 h de Patrick Poivre d'Arvor. C'était déjà effrayant. Aujourd'hui, c'est bien pire : c'est LCI, I Télévision, BFM. Alors que le sujet vient de sortir à l'Agence France Presse, la personne vous appelle déjà pour savoir qu'est-ce que vous avez fait pour changer les choses. On ne peut pas travailler dans le domaine de la politique sérieusement avec une opinion publique qui est en permanence sous pression d'une médiatisation intensive immédiate. C'est impossible déjà pour la politique intérieure mais lorsqu'on parle de politique internationale, on est totalement ailleurs, on est sur une échelle de vingt ou trente ans. C'est-à-dire des durées qui dépassent de très loin nos mandats respectifs et c'est ce qui me fait différencier quand même un homme ou une femme d'État de celui ou celle qui ne l'est pas.

Le quatrième grand sujet est un phénomène qui est dû à la mondialisation. Il y a vingt ans, lorsqu'on a vu une mondialisation presque achevée, on a cru que le niveau de vie allait monter très vite pour tout le monde. Cela a été vrai dans les pays émergents ; il y a des dizaines de millions de pauvres qui ont échappé à l'extrême pauvreté au Brésil, en Inde et en Afrique du sud, cela est vrai. Mais ce que l'on ne dit pas, c'est que le gap entre les riches et les pauvres n'a jamais été aussi important. Et cela est un phénomène très intéressant à étudier. Thomas Piketty a vendu, je crois, un million ou deux de livres là-dessus y compris aux États-Unis.

Le fait est que si vous avez 200 millions d'euros dans votre compte et si moi j'ai 20 mille euros, vous allez avoir 20 % de plus l'année prochaine. Mais moi je n'aurai jamais 20 % de plus de mes 20 mille euros, parce qu'il est beaucoup plus facile de faire 20 % avec 200 millions qu'avec 20 mille. Cette croissance exponentielle de la richesse aboutit à des riches qui n'ont jamais été aussi riches et à des pauvres qui restent pauvres.

Le seul hic est qu'il y a des smartphones, et cela on ne pouvait pas s'y attendre, tout le monde regarde tout le monde. Et donc, la femme qui a quatre ou cinq enfants dont deux meurent de paludisme ou de tuberculose au fin fond

de l'Éthiopie voit quand même globalement tout le reste. C'est-à-dire nous ; c'est-à-dire ce que nous faisons de l'argent. Et cela, ne vous trompez pas, c'est à coup sûr un sentiment d'humiliation.

Nous avons des enfants. On sait ce que nous faisons pour nos enfants. On ferait n'importe quoi pour nos enfants. C'est dans l'espèce humaine, c'est le noyau dur. Et donc pourquoi ne voulez-vous pas qu'une éthiopienne, une malienne, une ivoirienne, un ivoirien ne fasse pas la même chose.

J'ai fait la plus grande expérience de ma vie sans journalistes, sans photographes, ma femme est là, elle pourra attester. Sans caméra, pendant dix-huit jours, au mois d'août de l'année dernière, il y a un an, j'étais à 30 miles des côtes libyennes jusqu'à Lampedusa. J'ai voulu vivre ce que c'était, j'ai voulu vraiment voir par moi-même. J'ai téléphoné au dernier moment à des gens du comité pour les réfugiés et j'ai vécu la vie des gardes côtes italiens, des ONG, du HCR pour savoir ce qui se passait. Et ce que j'ai vu est absolument effrayant.

Certes 50 % des gens fuient la guerre, la Syrie, le Soudan, la Lybie, la Somalie, c'est vrai. Mais 50 % viennent chercher des médicaments pour leurs enfants. Ils viennent tenter leurs chances, parce qu'ils ont vu sur internet, sur leur smartphone, qu'il y avait quelque chose qui fonctionnait en Europe.

Et après avoir passé six mois à marcher, ils se retrouvent sur le bord de la plage de la Lybie avec de vraies sectes de gangsters qui les mettent en prison pendant trois mois et une fois qu'ils les ont bien pressurisés, ils leur disent : vous pouvez prendre le bateau mais il vous faut 3000 dollars. Avec les chiffres que je viens de donner, ce n'est qu'un village qui puisse donner 3000 dollars. Donc, les gens téléphonent à leur village, ils arrivent sur le bateau, or il n'y a d'essence que pour faire 30 miles. Après, le moteur s'arrête.

Et le matin, à Lampedusa, lorsque vous êtes avec la garde civile, vous appuyez sur le radar et vous voyez soixante, soixante-dix, quatre-vingt petits points dans la Méditerranée qui s'allument. Il y a des gens extraordinaires, aujourd'hui, des saints, qui vont les chercher.

Mardi, à onze heures et demie du matin, nous sommes arrivés sur un bateau : trois cent cinquante personnes à bord. Ça débordait de partout. On ouvre la cale : cinquante-deux hommes dans la cale, tous morts asphyxiés par le gaz d'échappement du moteur. On sauve les premiers, nous allons deux heures après sur un dingui gonflable, 110 personnes dessus, un bout de boudin était

dégonflé, trois femmes qui étaient en train de faire un avortement spontané ... Ils sont tous arrivés sur le bateau d'un coup, le bateau a chaviré. Dix hommes sont tombés à l'eau. Les hommes grenouilles sont allés les chercher, on n'a pu en récupérer que quatre. Six sont tombés se sont noyés devant leur famille, leurs enfants etc.

Ça, c'est quoi ? Pour tous ceux qui sont restés, ceux qui comparent nos conditions de vie aux leurs. Cela s'appelle l'humiliation, le désespoir. Et l'humiliation, c'est le rare sentiment, même le seul sentiment au monde qui ne s'enlève jamais. Si on a une humiliation sur le plan familial, de son père, de sa mère, de son frère, puis ensuite quand on est marié, puis ensuite de ses enfants, ou de ses amis, on ne l'oublie jamais. C'est comme ça. Il y a beaucoup de guerres qui sont parties dans le monde comme ça. Aujourd'hui vous avez des centaines de millions de gens qui ont un sentiment d'humiliation, qui n'ont plus rien à perdre. Vis-à-vis de nous, pays occidentaux.

Pour peu qu'il y ait des fous furieux, des radicaux, des fondamentalistes qui ne font que de la politique pas de la religion, et qui se servent de la religion pour ça, ils ont un terreau extraordinaire pour lancer des conflits mondiaux. Nous sommes à cela du drame et je le dis parce que j'en suis sûr et certain. C'est une vraie conviction.

Et je dirais même que nous sommes devant une vague qui ne fait que quelques millimètres. Celle qui arrive à Lampedusa ou en Grèce ne fait que quelques millimètres. Mais, je rappelle qu'elle s'est multipliée par dix en quatre ans. Et là, elle va devenir un tsunami de 30 mètres.

Cinquième phénomène : nous, nous vivons dans un monde égoïste. Alors que la campagne présidentielle française commence, on ne va parler pratiquement que d'immigration. Mais on ne va pas parler de ce que je viens de dire. On va dire : « Avec moi, croyez-moi, il y aura moins d'immigration. » Il y aura des gens qui vont le croire. Qui peut arrêter une femme qui vient chercher des antibiotiques pour son fils et sa fille ? J'aimerais qu'on me présente la personne qui va l'arrêter. Il peut en tuer deux, dix ou cent mille, mais certainement pas 5 millions. Cela n'est pas possible, cela n'existe pas, parce qu'on l'arrêtera avant.

Donc, nous sommes aujourd'hui face à un phénomène absolument effrayant. Dans le monde dans lequel nous vivons, l'Asie et les pays du Sud sont en train de fabriquer des produits moins chers que les nôtres. Nous, nous sommes dans

une crise économique et financière, les classes moyennes sont les premières à souffrir et elles voient arriver des gens chez eux. Résultat : ils se crispent, ils se protègent – ce que je comprends très bien – et ils écoutent les populistes.

Regardez ce qui s'est passé en Hongrie, regardez ce qui s'est passé à la présidentielle autrichienne, regardez ce qui se passe dans mon pays, où on pense quand même que ce sera de l'ordre de 30 % pour l'extrême droite. Et regardez ce qui se passe pratiquement dans tous les pays du monde.

Voilà campées, très rapidement, les choses. J'étais en Égypte l'autre jour, je voyais un monsieur qui me dit, moi, je suis aveugle et on m'a dit que l'opération coûtait 7000 dollars égyptiens. Ce qui n'est pas grand-chose. J'en ai 7, j'ai décidé de rester aveugle. C'est-à-dire qu'aujourd'hui, on entend ça. Vous avez un enfant que meurt toutes les 3 secondes d'une maladie évitable et curable. Un enfant toutes les 3 secondes, au tapis. Vous avez un enfant qui meurt du paludisme toutes les 55 secondes. Le paludisme, pour le soigner et le guérir, c'est un traitement tous les jours – là c'est un demi-dollar, one shot, injectable et terminé, guéri à vie ; un meurt toutes les 55 secondes.

Donc, je pense qu'on a un risque politique qui est majeur. Et pourquoi ? Parce qu'en réalité, avec ce que je viens d'expliquer, on devrait se dire, attention, ça va tomber, allez, on s'y met. Non, depuis six mois, on vient de s'apercevoir qu'il y a treize pays occidentaux qui diminuent de 20 % l'aide publique au développement.

Parce que ces gens qui sont élus, qui viennent des extrêmes, droite ou plutôt très à droite, eux disent : « D'abord pour nous, et après on verra pour ceux qui sont à 10.000 km. » C'est non seulement une faute morale mais c'est une faute politique majeure. Donc, on voit un effet ciseau : la diminution des recettes et l'augmentation des besoins. Qu'est-ce qu'on fait ?

Premièrement, il faut aller voir tous les gouvernements, comme on voit le chef du gouvernement ici, pour lui dire, aidez-nous, aidez l'aide publique au développement pour arriver à l'augmenter. Nous, la France on n'a aucune leçon à donner, nous sommes à 0,35. La communauté internationale est à 10,07.

Ensuite, il faut bien le reconnaître, il faut aller voir la Chine, l'Afrique du Sud et l'Inde qui sont en train de nous tailler des croupières partout sur le plan économique. En disant, vous êtes gentils mais vous ne pouvez pas nous tailler des croupières sur le plan économique et en même temps vous considérer toujours

des pays en développement. Ces pays ne donnent rien encore à l'ONU, pas suffisamment. Donc il faut demander aux chinois, aux vietnamiens, aux indiens d'augmenter ce qu'ils doivent. Parce qu'après tout, on les a aidés et maintenant ils doivent aider les autres aussi.

Et puis, troisièmement – et c'est pour cela que vous m'avez invité – il faut inventer de nouvelles sources pour le développement. Et là, je vous prends au mot, oui, on peut changer le monde. Et je pense que c'est complètement différent d'il y a 30 ans. Il y a 30 ans, pour le Biafra, on faisait de grandes affiches et on faisait pleurer les gens en disant : « Donnez un peu d'argent ». On voyait un enfant titubant etc. Là maintenant, c'est fini, on peut dire : si vous voulez, on peut y arriver. Et pourquoi ? Parce qu'on l'a prouvé.

On a prouvé quoi ? C'était une discussion avec le président Lula – qui le pauvre a beaucoup d'ennuis actuellement – et le président Chirac. C'était en 2005, le président Chirac avait invité le président Lula pour le 14 juillet. C'était une grande discussion entre ces deux êtres hors du commun et ils disaient : « Mais, on ne peut pas laisser passer cela », et Lula disait : « Moi, j'ai eu faim dans ma vie. Je sais ce que c'est. », et il disait : « la faim, c'est la bombe atomique, la vraie, la seule bombe atomique. Elle n'est pas en Iran. », disait-il, « Elle n'est pas en Corée du Nord. Ça, c'est pour amuser la galerie. La vraie bombe atomique, c'est la faim. ». Quand il disait la faim, c'est l'extrême pauvreté. Il a raison, je viens d'en dire un mot. Oui mais, que faire ?

Et l'idée nous est venue de dire, mais après tout, d'un côté, l'économie, va mal mais de l'autre il y en a qui vont bien. Et ceux qui vont bien, ce sont ceux qui profitent de la mondialisation. Et qui profite de la mondialisation ? Internet, les téléphones mobiles, le tourisme avec l'avion, les transactions financières, le pétrole, le gaz et les mines. Tout cela est mondialisé. Ça se passe dans quelques appareils électroniques à la city, et à Wall Street. Et donc, c'est mondialisé techniquement.

Et on s'est dit pourquoi on ne prend pas une microscopique contribution de solidarité sur toutes les activités mondialisées ? Et on va commencer par une. Alors ça c'est gentil parce qu'il y a plein de monde qui le dit, mais nous on va le faire. Et donc, on a dit : on va le faire sur l'avion.

Il y a un rapport qui s'appelle Landau qui est un inspecteur des finances. En France, à chaque fois qu'on a un problème, on demande un rapport à un inspecteur des finances. Mais enfin, il faut reconnaître que ça marche aussi parfois.

Ça finit souvent par une taxe, je le sais. Mais, nous sommes français. Et donc ça n'a pas loupé, il a dit « Mais, pourquoi vous ne prenez pas un euro par billet d'avion ».

Et ma vie a bousculé, puisque depuis ce jour-là, je n'ai fait que ça ; et j'ai voulu à tout prix y arriver. Nous avons passé une loi en France sur un euro par billet d'avion. Je me souviens toujours d'un article dans le monde. C'était pratiquement en première page ou presque : « Philippe Douste-Blazy tue Air France ». Et c'était signé par le président directeur général d'Air France. Alors que ce n'est pas payé par l'État, le ministre du budget peut être très content, celui de l'économie aussi. Ce n'est pas payé par la compagnie aérienne. C'est une loi qui oblige tout voyageur qui décolle de France, que ce soit à St. Étienne, à Lyon, à Toulouse, à Bordeaux ou à Paris à payer un euro de taxe de décollage : Air China, Japan Airlines, United Airlines, American Airlines et Air France.

Personne ne sait combien vaut un billet d'avion à un euro près, personne. Le prix du billet change parce que le prix du pétrole change, parce que ça dépend du moment où vous le prenez et personne ne le sait.

Et donc, on l'a fait, et ensuite, ça a été à la fois un échec et un succès. Un échec, il faut bien le reconnaître, puisqu'il n'y a que douze pays qui nous ont suivis. Et un succès parce que sur ces douze pays, nous avons récolté 3 milliards de dollars en moins de 10 ans. Personne ne le sait. Personne ne l'a vu. Personne ne croit avoir payé.

Simplement quand vous faites Toulouse-Paris. Vous sauvez trois enfants du paludisme sans le savoir. Et ça, c'est la seule solution, à mon avis, pour éviter la déflagration. Des gens qui sont tellement riches qu'ils paient sans s'en rendre compte, même s'ils se plaignent tous les jours ; et on change le monde.

Alors qu'est-ce qu'on a fait avec cet argent ? Pour vous donner un exemple qui est très intéressant pour le capitalisme actuel, j'ai passé la loi en juillet 2006, on s'est dit, on va donner cet argent à la lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme.

Et j'ai commencé. Il y avait 3,5 millions d'enfants atteints de sida dans le monde. Alors-là, c'est le pauvre du pauvre du pauvre, l'enfant qui est atteint du Sida. Parce que, tout d'abord il a 100 % de probabilités d'être orphelin, ensuite il a 50 % de probabilités de mourir avant 5 ans. Et s'il survit, il y a marqué « Sida » ici (sur son front). À l'école, au village, à l'usine, partout : *out*. Lui, il

est dans les rues. Et je me suis dit « Mais c'est là qu'il faut mettre cet argent ». Alors j'ai dit : « mais donnez-moi, montrez-moi les médicaments » – je suis médecin, j'ai été ministre de la santé au moment du Sida, au moment de l'explosion, donc je connais bien cette maladie. Et on me dit : « Mais monsieur, excusez-nous, mais il n'y a pas de médicaments pour les enfants ». Je dis : « Comment ça, il n'y a pas de médicaments pour les enfants ? Pourquoi il n'y a pas de médicaments pour les enfants ? ». « Parce que nous n'avons pas d'enfants atteints de sida dans les pays riches ; toutes les femmes enceintes qui ont le Sida sont soignées par trithérapie et le nouveau-né n'est pas infecté ».

Donc, là, il n'y a pas d'enfants malades – enfin, il y en a 5-6 par an en France, il y en a 15 dans les États-Unis, enfin il n'y en a pas. Or, les laboratoires pharmaceutiques qui sont là, sont des boîtes privées – ce que je comprends très bien. Je ne veux pas faire de leçons de morale aux laboratoires pharmaceutiques. Mais enfin, c'est comme ça. Eux, ils n'ont pas de marché, pourquoi voulez-vous qu'ils développent des médicaments pour les enfants alors qu'il n'y a pas de marché ? Nous oublions tous, et les politiques surtout, qu'il y a 1000 enfants par jour qui naissent dans les pays pauvres qui ne peuvent pas payer.

Donc, cet argent de la taxe sur les billets d'avion français et des onze autres pays est allé au développement de médicaments contre le Sida chez les enfants. Aujourd'hui, j'ai l'énorme fierté de vous dire que 8 enfants sur 10 qui sont soignés contre le Sida dans le monde, sont soignés par Unitaid – ceux qui sont soignés, puisqu'il y en a qui ne le sont pas. Unitaid est le nom que nous avons donné à cette organisation.

De la même manière, nous avons pu appliquer 355 millions de traitements contre le paludisme. Et nous sommes le premier recteur de santé publique mondial sur la tuberculose des enfants. Unitaid est reconnue dans le monde entier aujourd'hui comme un exemple de financement innovant. Évidemment c'est petit, 3 milliards en 9 ans, vous allez me dire que c'est une goutte d'eau, c'est vrai. Sauf que : on l'a fait. Plus personne ne pourra dire que ce n'est pas possible.

Alors maintenant, on doit passer à deux grands thèmes. Ce que les anglais appellent : *innovative funding* et *innovative spending*. Je le dis comme ça parce que je n'ai pas trouvé encore d'équivalent. Un : comment on fait pour prendre l'argent, les sources ? Deux : comment on innove pour les dépenser ?

Comment on fait pour prendre l'argent ? Nous avons, dans quelques jours, un rendez-vous très important en Europe à ce sujet : c'est la taxe des transactions financières. Personne, il n'y avait que l'extrême gauche en France qui s'intéressait à ça : ATTAC, des gens d'extrême gauche. Et puis, au bout d'un moment, nous sommes un certain nombre à avoir dit : « Pourquoi le gap entre les très riches et les très pauvres est en train d'augmenter ? » Parce que le capitalisme a complètement changé. Ce n'est plus du tout le capitalisme industriel de l'époque.

Aujourd'hui, la seule chose qui compte c'est le capitalisme financier. Et ce capitalisme financier, vous avez deux solutions, si vous voulez le combattre (ce que le Pape, d'ailleurs a dit récemment) : soit vous essayez de l'éliminer ; et là, personne n'est capable d'éliminer le capitalisme financier, il y a trop d'enjeux et trop d'hommes politiques qui sont dans les mains des milliardaires, surtout dans les pays du sud ; soit comme au judo : vous vous servez du capitalisme financier pour prendre de l'argent pour les plus pauvres. Et donc l'idée de prendre 0,01 % de transactions financières, cela suppose que plus il y a de transactions financières, mieux c'est ! 0,01 %, si le monde entier le faisait, cela ferait 400 milliards de dollars par an, et personne ne serait plus pauvre. Car c'est de l'argent qui est complètement en dehors de l'économie réelle.

J'ai convaincu le Président de la République en mars 2012, contre toute attente, il l'a fait. Le Président de la République d'après, a multiplié par deux. Et aujourd'hui, nous avons une taxe aux transactions financières. Et maintenant, 9 autres pays européens, d'ici quelques mois, vont mettre en place cette taxe. Qui aurait pu dire, il y a cinq ans, que 10 pays européens allaient mettre en place une taxe sur les transactions financières ? La vraie question aujourd'hui n'est pas de savoir ... – ils le feront aux États-Unis aussi – ... parce que le fric est là ... La vraie question est de savoir où va aller l'argent. Nous les avons convaincus que cela devait partir pour les pauvres. Je crains que les ministres des finances n'en gardent une bonne partie pour eux pour reculer les réformes – ce serait la catastrophe.

Avant de passer à l'*innovative spending* – innover pour dépenser l'argent –, je voudrais conclure cette première partie sur deux choses. La première, c'est que quand l'argent est là. Ça fonctionne.

Et le gros problème en France, c'est que, lorsque je vais sur TF1 à 20h devant 10 millions de personnes, si je leur raconte ce que je viens de vous dire, la

plupart des gens pensent : « Celui-là, il commence à nous ennuyer, il nous demande du fric, c'est de l'eau que l'on met sur du sable. Cela ne sert à rien. De toute façon, la plupart des chefs d'État en prennent les trois quarts, c'est comme ça qu'ils ont des immeubles avenue Foch, donc arrêter avec tout ça, mais plutôt donnez-le-nous ». Voilà en gros ce que je sais. Je sais que quand je passe à la télévision, 99 % de plus de 9,5 millions de gens pensent cela.

Et pourtant, pour la première fois de l'humanité en l'an 2000, la communauté internationale a décidé de mettre le paquet, et elle l'a mis. Elle l'a mis, et nous avons aujourd'hui une mortalité infantine dans le monde qui a diminué par deux en 15 ans. C'est extraordinaire. On n'a jamais connu ça.

Donc quand l'argent est là, ça fonctionne. La rougeole : plus personne ne meurt de rougeole dans le monde ! Parce que le vaccin contre la rougeole, on l'a mis à profusion. Et Cristina Gallach en parlait tout à l'heure. Les résultats que nous avons eus les 15 dernières années sont extraordinaires. Donc quand l'argent est là, ça marche. Et c'est au moment où on a prouvé que quand l'argent était là ça marchait, que clac ! Il y a un arrêt.

Donc là, on a devant nous, les deux ou trois prochaines années, un rendez-vous extraordinairement important qui est de convaincre la communauté internationale de faire un effort.

Alors, on a fait trois grandes conférences, la conférence des Dix au mois de juillet 2015. Formidable ! La conclusion était merveilleuse. Où est l'argent ? Il n'y en a pas.

On a fait l'assemblée générale des Nations unies et bravo à Cristina et à toute l'équipe de New York et de Genève d'avoir les SDG. Bravo ! Où est l'argent ? Il n'y en a pas.

Et là, on a fait la COP 21, 100 milliards par an, à partir de 2020. Où est l'argent ? Il n'y en a pas.

Alors, il y a un moment où le citoyen du monde va se dire : « C'est très gentil de dire qu'il y a des succès. On voit ces types, tous se congratuler et se dire c'est formidable, on y est arrivé, on se serre tous la main. » Mais ce sont des accords qui ne sont pas financés. Donc, je me permets de dire que les financements innovants sont une des clés majeures, à mon avis, du développement durable.

Alors, maintenant juste un mot d'*innovative spending* – comment mieux le dépenser. Je terminerai là-dessus, rassurez-vous, je serai très bref. C'est

quelque chose de très important pour moi, autant que les sources de financement. Imaginons que ceci (il montre un objet) vaut 100 dollars à Toulouse ou en Andorre. On pourrait peut-être penser à deux solutions ... soit on veut le donner dans un pays où personne ne peut payer ; soit on trouve aussi 100 dollars pour leur donner, soit on estime que là-bas ça vaut un dollar.

Alors vous allez me dire que je suis un fou. En fait, pas du tout. Cela s'appelle – nous venons de le réussir pour la santé – la communauté de brevet. Je vous explique en deux mots.

Aujourd'hui, lorsque dans une unité INSERM, une unité CNRS de Toulouse ou de Paris, ou NIH (National Institutes of Health) à New York, un chercheur fait une découverte extraordinairement importante sur le Sida. Si c'est vraiment une découverte qui marche avec les essais cliniques etc., dans dix ans, ce sera dans nos pharmacies et pour nos enfants, pour nos petits-enfants, pour nos amis, ce sera dans la pharmacie, tout va bien !

Le problème c'est qu'à Bamako, à Adis Abeba ou ailleurs, il faudra attendre 15 ou 20 ans pour avoir ces médicaments. Pourquoi ? Parce que les brevets sont protégés par les plus grands avocats du monde. Et nous vivons comme ça ! Et on trouve ça tout à fait normal.

Donc, j'ai ce médicament ici, voilà ! J'ai deux êtres humains. C'est pour lui, pas pour lui. Tout le monde célèbre Nelson Mandela. Qu'est-ce qu'il a fait ? Il a dit juste que les noirs et les blancs devaient dîner ensemble. Et là, je ne vous parle pas de dîner ensemble, je vous parle de vie et de mort. Tout le monde vit normalement en se disant qu'un médicament existe, il existe pour les occidentaux. Il n'existe pas pour les gens qui n'ont pas la chance d'y être (en Occident). Ils crèvent ! Si cela n'est un apartheid, je ne sais pas ce que c'est.

Deux milliards d'êtres humains n'ont pas le droit aux médicaments et aux vaccins essentiels. Donc on s'est dit : mais pourquoi ne pas prendre les derniers médicaments ? On va garder la propriété intellectuelle (on va la laisser à Pfizer, à Glaxo, à Merck et à Aventis), et on va leur demander, pour les pays pauvres : « Est-ce que vous n'accepteriez pas de faire des licences pour les génériqueurs tout de suite, sans attendre 15 ans ».

Alors j'ai commencé à raconter ça, j'ai été reçu par le président directeur général de Pfizer dans le New Jersey. Ça a duré un quart d'heure. Il m'a dit :

« M. Douste-Blazy, je vous ai reçu parce que sur votre CV, vous êtes un type très bien, ministre de la santé, des affaires étrangères de droite ...vraiment ! Mais ce que vous nous racontez ! Vous êtes un fou furieux. Parce que si on fait ce que vous dites, moi j'ai des actions, des actionnaires, et mon action va s'effondrer. » La même chose pour Glaxo, à Londres, dix jours après. Cela n'a pas duré 15 minutes, ça a duré dix minutes.

J'ai écrit un article (j'étais écœuré) : *Medecine patent pool*, (la communauté de brevets) sur le New York Times ou le Washington-Post. Et trois jours après, j'avais un conseiller du président Obama qui me demandait d'aller expliquer de quoi il s'agissait au président, qui avait lu cet article. Je l'ai fait. Et deux jours après, sur le website de la Maison Blanche – elle y est toujours – il y a le président Obama et le viceprésident, Joe Biden, qui déclarent : « Ceci est certainement l'avenir du développement ». La communauté de brevet permet aux plus pauvres d'avoir les mêmes choses que les plus riches au même moment, mais à des prix 98 % moins cher.

Après cela, j'ai le plaisir de vous dire aujourd'hui que Pfizer, Glaxo, Merck et Roche, ont tous signé le premier Medecine Patent Pool de l'histoire de l'humanité dans le domaine de la santé ; et que chaque fois qu'il y a un nouveau médicament, le plus efficace, le plus récent et le plus cher chez nous, il est, le même jour, dans les pays les plus pauvres. Et cela, je vous incite à le regarder parce c'est intéressant : la communauté de brevet – Medecine Patent Pool. Nous allons la mettre au point pour la tuberculose et pour le cancer car comme vous le savez, les maladies chroniques deviennent de plus en plus nombreuses par rapport aux maladies infectieuses.

Je termine en un seul mot. En fait, ne pas le faire, ne pas aider les plus pauvres est une double erreur. Une erreur morale et éthique, bien sûr, mais surtout une erreur pour nous.

La croissance française au deuxième semestre a été de 0 %. Si nous étions capables de faire un grand plan comme les chinois ont fait chez eux. Nous, occidentaux, on le ferait pour l'Afrique, de manière très organisée. Si nous sortions les pays d'Afrique subsaharienne de là où ils sont, en dehors de diminuer les risques de conflits et de violences, on pourrait avoir des jeunes qualifiés à travers des formations, ils commenceraient à avoir un métier, un salaire, et il commencerait à y avoir une classe moyenne. Et dès l'instant que vous avez une classe moyenne, elle achète quoi ? Des fers à repasser, des cosmétiques, des

vélos, des vélos-moteur et des autos, et qui les fabrique ? C'est nous, et notre croissance remontera.

Donc je pense que, vraiment, on est à la croisée des chemins. J'ai vu qu'il y avait certains candidats aux présidentielles qui commencent à en parler, que ce soit aux États-Unis ou en France, et je pense qu'on a tout un enjeu politique et économique majeur, ce qui revient au même. Merci.